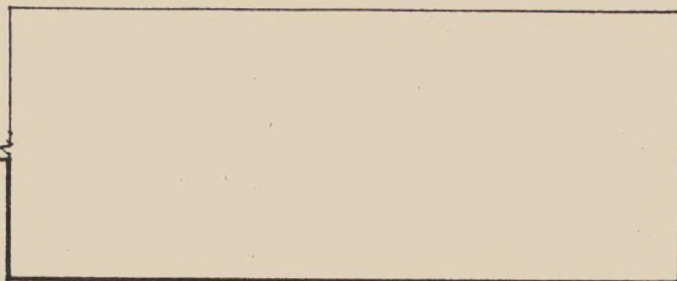


au. 6. 13

the right to refuse to kill



bureau
européen de l'objection de conscience
european bureau for conscientious objection



THIS IS THE NEWBORN 'RIGHT TO REFUSE TO KILL'
DO NOT FORGET OUR CHRISTMAS PRESENT...

LE DERNIER 'RIGHT TO REFUSE TO KILL' VIENT DE
NAÎTRE

N'OUBLIEZ PAS NOS ETRENNES...

Edit. resp: BÉOC-EBCO: L. LEGO
rue Van Elewyck, 35-B.1050 Bruxelles
T: 02/6492605 CCP: 000-7580109-76

DEC. '87
trimestriel

becc

1. Promouvoir le droit à l'objection de conscience à la préparation de la guerre comme droit fondamental humain, tant sur le plan national que sur le plan international.
2. Obtenir les instruments juridiques permettant de faire valoir ce droit. Ces outils juridiques étant les législations nationales et les conventions internationales, en particulier la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
3. Assurer un exercice normal de ce droit, sans qu'il soit l'objet de discriminations sociales, professionnelles, institutionnelles ou autres.
4. Promouvoir le service civil alternatif au service militaire comme une contribution concrète à la construction de la paix et de l'entente entre les peuples.
5. Promouvoir un service civil ayant une dimension européenne et internationale, par exemple en permettant d'effectuer le service civil dans un autre pays, en organisant des sessions internationales de formation ou en permettant l'affectation d'objecteurs de conscience dans des organisations à vocation internationale.
6. Développer le droit d'asile dans les pays signataires de la Convention Européenne des Droits de l'Homme pour les objecteurs de conscience émanant de pays ne reconnaissant pas ou insuffisamment leurs droits.
7. Contribuer à l'amélioration des législations nationales, grâce à une diffusion régulière des informations sur les statuts nationaux pour les objecteurs de conscience et sur leur application.
8. Organiser régulièrement des rencontres internationales sur l'objection de conscience : de réunions larges avec des participants d'un maximum de pays, des réunions internationales, régionales et une concertation permanente en groupes plus
9. Stimuler des campagnes internationales de solidarité avec les objecteurs de conscience victimes d'injustices, suite à l'absence d'un statut légal ou d'un statut garantissant suffisamment leurs droits essentiels.
10. Organiser un centre de documentation, actualisé de façon permanente, concernant le statut d'objecteur de conscience et le service civil alternatif au service militaire, tant au niveau national, qu'au niveau du Conseil de l'Europe, des Communautés Européennes, des Accords d'Helsinki et des Nations Unies.
11. Dresser un inventaire permanent de toutes les organisations et les personnalités agissant en faveur de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience comme droit humain fondamental, ainsi que des organisations regroupant des objecteurs de conscience.
12. Etablir un rapport qui valorise le travail significatif des objecteurs de conscience en service civil.
13. Le Bureau devrait être constitué par des ONG nationales et internationales assurant la promotion de l'objection de conscience, mais aussi de mouvements ayant des objectifs plus larges tels la paix, la non-violence, les droits de l'homme, le travail de la jeunesse, ainsi que par des personnalités et des experts.
14. Le Bureau devrait se doter des moyens pour avoir une existence juridique et devrait bénéficier du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales à déterminer. Il devrait travailler en étroite collaboration avec le Centre Européen de la Jeunesse et le Fonds Européen pour la Jeunesse, afin de faire partie de la famille des ONG internationales de jeunesse agréées dans ce cadre.



BUREAU EUROPEEN DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE

EUROPEAN BUREAU FOR CONSCIENTIOUS OBJECTION



ebcc

1. To promote the right to conscientious objection to preparation for war as a fundamental human right at both the national and international level.
2. To work for legislation incorporating this right ; legislation at national and international levels and, in particular, the incorporation of the right as a Protocol in the European Convention of Human Rights.
3. To ensure the full recognition of this right without discrimination on any level, social, professional, institutional or any other.
4. To promote alternative civilian service that makes a clear contribution to the building of peace and understanding between peoples.
5. To promote civilian service which has a European and international dimension by, for example, enabling service to be undertaken in another country or by organising international training sessions preparing conscientious objectors for service in organisations with an international dimension.
6. To promote the right of conscientious objectors coming from countries which do not, or do not adequately recognise the right to conscientious objection to find asylum in countries signatory to the European Convention of Human Rights.
7. To help improve national laws by the regular dissemination of information on the various countries' legislation governing conscientious objection and the application thereof.
8. To organise regular international meetings on conscientious objection : broad-based meetings with participants from as many countries as possible, regional international meetings and constant contacts in smaller groups.
9. To promote international campaigns for solidarity with conscientious objectors who are the victims of injustices owing to the lack of legislation or regulations affording sufficient protection for their fundamental rights.
10. To organise a documentation centre for conscientious objection and civilian service as an alternative to military service. Such documentation should be constantly updated and cover not only the national level but also work in the Council of Europe and the European Communities and work in connection with the Helsinki Agreements and United Nations Agreements.
11. To draw up a permanent list of all organisations and personalities working to promote recognition of the right to conscientious objection as a fundamental human right, and of all organisations of conscientious objectors.
12. To draw up a report showing the importance of the work done by conscientious objectors in the course of civilian service.
13. The Bureau should be made up not only of national and international NGOs advancing the course of conscientious objection but also of movements with wider aims, such as peace, non-violence, human rights and youth work, and of personalities and experts.
14. The Bureau should take the necessary steps to secure legal existence and should enjoy consultative status with the Council of Europe and such other international organisations as are decided upon. It should work in close co-operation with the European Youth Centre and European Youth Foundation so as to become a member of the family of international non-governmental organisations recognised by these institutions.

TABLE OF CONTENTS

U.R.R.S.: Ou en est Lev Kritchevski ?	4
Les vétérans d'Afghanistan. Aubaine ou menace pour le pouvoir soviétique?	5
Greece: Letter from Michalis Maragakis	6-7
The situation in Greece	8-9
La situation en Grèce	10-11
Andreas Papandreou: a portrait	12-13
Espana: comunicado a la prensa y a la opinion publica	14-15
Espana: communiqué pour la presse et l'opinion publique	16-17
Declaration of the Movimiento de Objecion de Consciencia	17
Negarse a cumplir el servicio militar en Europa	18
La objeción de consciencia, ante el Tribunal Constitucional	19
United States of America	20
Committee Against Registration and the Draft	21-22
Conscientious Objection in Poland	23-24
France: Eric Hébert, un dissident occidental	25
South Africa: ECC, New Campaigns	27
South Africa: 23 refuse to serve in the S.A.D.F.	28
Namibia: conscripts say no	29
Israël	30
Pologne	30
La Belgique à l'heure de l'internationalisation	31
France: objecteur condamné	32

THIS IS THE LAST ISSUE OF THE 'RIGHT TO REFUSE TO KILL' YOU RECEIVE, EXCEPT...

* IF YOU'VE NOT YET SUBSCRIBED, IT'S STILL TIME TO DO IT!

* IF YOU'RE UNABLE TO PAY, PLEASE LET US KNOW QUICKLY

VOICI LE DERNIER NUMÉRO DU 'RIGHT TO REFUSE TO KILL' QUE VOUS RECEVEZ GRACIEUSEMENT...

* SI VOUS N'ÊTES PAS ENCORE ABONNÉ, IL EST ENCORE TEMPS DE SOUSCRIRE!

* SI VOUS NE POUVEZ PAYER, FAITES NOUS LE SAVOIR RAPIDEMENT

NOM, PRENOM ET/OU ORGANISATION:

ADRESE:

CODE POSTAL:

VILLE:

PAYS:

O COTISATION DE SOUTIEN - DONATION: 24 ECU - 1000 FB

O ABONNEMENT - SUBSCRIPTION TO 'THE RIGHT': 14 ECU - 600 FB

GIRO (CCP) : 000-1580109-76

OU EN EST LEV KRITCHEVSKI?

Comme on le sait, Lev Kritchevski a été appelé à l'armée le 24 décembre de l'année dernière, en dépit de contre-indications médicales flagrantes (perte de l'usage de l'oeil droit à 97%). On voulait une chose de Kritchevski : qu'il abandonne "pour de bon" ses activités dans le groupe "Confiance".

Quand il reçut sa convocation, en tant que pacifiste il refusa son appel pour des motifs de conscience, et fut cependant emmené de force pour effectuer son service dans une unité de la défense anti-aérienne située à Golitsyno (60 km de Moscou). Arrivé dans son unité, Kritchevski persista dans son refus du service militaire et celui de porter les armes, désobéissant aux ordres qu'on lui donnait. Le commandement de l'unité, visiblement, ne voulait pas donner plus d'écho à cette affaire et entacher son honneur, et ne le remit donc pas aux tribunaux, mais il fit tout pour le briser. Outrages et passages à tabac se succédèrent, auxquels prenaient part non seulement les soldats et officiers de l'unité mais aussi des membres du KGB venus spécialement de Moscou.

La femme de Lev Kritchevski, Rimma Aronova, a obtenu de lui rendre visite plusieurs fois, mais après chaque visite, les humiliations succédaient aux passages à tabac. En fait, les conditions dans lesquelles se trouvaient Kritchevski différaient peu de celle des camps.

Le 6 mai 1987 intervint un événement inattendu : le commandement permit à Lev d'aller à Moscou pour faire enregistrer officiellement son mariage avec Rimma. Honnête jusqu'au bout, et ne voulant pas se dérober à la peine que lui avaient valu ses convictions, Kritchevski retourna à Golitsyno le lendemain de l'enregistrement du mariage, comme cela le lui avait été fixé.

Le 8 mai, alors qu'il était à nouveau dans son unité, Lev Kritchevski déclara une grève de la faim illimitée. Sa revendication était aussi simple que légitime : qu'on le reconnaisse en sa qualité d'objecteur au service militaire. Ce qui signifiait soit l'arrêter et le transférer devant les tribunaux, soit le remettre en liberté.

Depuis ce temps, plus de deux mois sont passés sans qu'aucune information ne filtre sur son sort.

Quant à Rimma Aronova, qui entreprenait des recherches désespérées pour apprendre ne fût-ce que quelques bribes sur son mari, le commandement lui répondait invariablement qu'il ne pouvait lui donner pour l'instant aucune information.

Ainsi apprit-on finalement à la mi-juillet que Lev Kritchevski se trouvait à l'hôpital militaire d'Odintsovo dans la région de Moscou. Le 19 juillet, le commandant de l'hôpital, Kouzmine, autorisa Rimma à voir Kritchevski pendant quelques minutes. Son état était critique : il avait perdu conscience depuis plusieurs jours, il restait allongé et mis au goutte à goutte.

Le 25 juillet, Rimma Aronova reçut un permis de visite à son mari d'une heure. Bien que son état fut meilleur et qu'il eût repris connaissance, il ne pouvait parler longtemps. Il put quand même lui faire savoir que pendant les 50 jours écoulés depuis le début de sa grève de la faim, le commandement de l'unité n'avait rien entrepris, se contentant de l'isoler à l'infirmerie. Apparemment il espérait que Kritchevski interromprait de lui-même sa grève de la faim. Puis, le 27 juin, la grève de la faim fut interrompue artificiellement, Kritchevski fut nourri par sonde, après quoi il fut transporté à l'hôpital.



Aujourd'hui la santé et même la vie de Lev Kritchevski sont en grand danger. Selon le commandant de l'hôpital militaire d'Odintsovo, Kritchevski doit prochainement être transféré à l'hôpital de district de Podolska. Là se réunira une commission médico-militaire qui statuera sur son aptitude à poursuivre son service militaire. S'il est reconnu apte, cela signifie soit la continuation des vexations et des contraintes pour lui faire subir le service dans une unité armée, soit un jugement et son emprisonnement dans un camp de concentration jusqu'à sept ans. Si la

commission le reconnaît inapte, il sera probablement renvoyé chez lui. Il est trop tôt pour savoir quelle sera la décision, mais on peut affirmer qu'il en soit que Lev Kritchevski aura passé par de nombreuses épreuves parmi celles mises au point par la machine militaro-étatique soviétique pour ceux qui refusent de se plier à elle.

Le cas de Lev Kritchevski est loin d'être un cas isolé. Il en a déjà été ainsi par le passé et cela se répètera dans le futur. Cela se répètera tant qu'existera dans notre pays une pratique anormale et inhumaine, qui fait que des gens ne pouvant, pour des raisons de conscience, porter les armes sont soumis à des vexations, des tortures, des années de camp et, peut-être, la mort (comme ce fut le cas du baptiste Ivan Moïssev). Seule la mise en place d'un service civil alternatif au service militaire pour les pacifistes pourra améliorer la situation et effacer une nouvelle tache parmi celles qui subsistent encore sur la façade déjà légèrement nettoyée de la "Perestroïka" et de la démocratisation proclamée aujourd'hui dans notre pays.

Est-ce la prison qui attend Lev Kritchevski? Cela dépend pour une grande part de l'action menée dans notre pays et au-delà des frontières par tous ceux qui se sentent solidaires des pacifistes soviétiques. Ecrivez aux instances officielles soviétiques, exigez la libération de Lev Kritchevski, vous l'aidez ainsi à retrouver la liberté.

Adresses :
M. Gorbatchev :
SSSR, Moskva, Starala Plochtchad 4,
C.C. du P.C.U.S., Generalnomou
sekretariou M.S. Gorbatchevou.

Ministre de la défense :
SSSR, 103175 Moskva, Priemnaia
Ministra Oborony, D.T. Iazovou.

Nikolaj Khramov.



Le
Journal
des **Objecteurs**

24 rue Crémieux
F - 75012 PARIS

Aubaine ou menace pour le pouvoir soviétique?

A Moscou, la presse parle de plus en plus des «événements autour de l'Afghanistan». Pour beaucoup, l'occupation de ce petit pays est un «devoir internationaliste». Mais ceux qui en reviennent connaissent de graves difficultés de réinsertion dans la société civile.

Déjà le vocabulaire nous sépare. Chez les Soviétiques, il n'est jamais question de "guerre" en Afghanistan. La formule est "les événements autour de l'Afghanistan". Les soldats soviétiques accomplissent là-bas leur "devoir internationaliste". En clair: ils aident un pays ami à défendre les "acquis révolutionnaires" menacés par des "bandes de féodaux fanatiques aidés par l'étranger". Ces "douchmans" sont de vrais méchants, cruels, n'épargnant ni les femmes ni les enfants, détruisant les écoles et les hôpitaux, les mosquées même.

Dans un système où le mot a une grande importance, il ne s'agit pas d'une simple question de vocabulaire. Il montre, plus que tout discours politique, à quel point cette guerre est perçue différemment en URSS et en Occident. Il montre aussi à quel point tout est fait pour éviter aux jeunes soldats de se trouver en porte-à-faux par rapport aux valeurs, aux notions de bien et de mal qui leur ont été inculquées depuis l'enfance. Car tout ce que l'on appelle en URSS "éducation patriotique" vise à former un défenseur de son pays et du socialisme, non un agresseur.

Pendant près de deux ans, l'Afghanistan fut absent des médias. Puis, au fil des années, s'est développée autour du combattant en Afghanistan une atmosphère qui n'est pas sans rappeler celle des films de guerre 41-45 ou de la révolution. Avec ce curieux mélange de récits héroïques, d'exaltation de la camaraderie et de sentimentalité.

Le choc du retour

La presse a commencé aussi à évoquer des sujets moins glorieux. Non pas les problèmes de drogue ou de conflits raciaux dans l'armée dont les envoyés spéciaux, obsédés par ce besoin de comparer Afghanistan et Vietnam, saturer leurs colonnes, souvent au départ d'un hôtel pakistanais.

Mais les médias parlent du "choc du retour" que le pouvoir mit si longtemps à reconnaître. "Que l'on ait pu tirer sur toi pour te tuer. Que tu aies pu tirer pour tuer. Comment oublier cela?", expliquait un des jeunes interrogés dans le film remarquable "Est-il facile d'être jeune?" Un autre ancien écrivait au journal "Sobesednik": "Je les reconnais de suite ceux qui reviennent d'Afghanistan, à leurs yeux. Ils te regardent mais tu comprends qu'ils voient autre chose. Ils voient des autos qui sautent, le rictus d'un douchman, le corps torturé d'un ami".

Ce que les familles connaissent, ce qu'elles redoutaient quand leurs fils partaient au service militaire (les soldats d'Afghanistan sont en majorité de jeunes recrues) est enfin devenu chose publique.

Car l'Afghanistan ce sont les morts dont on ignore le nombre (secret militaire...). Ce sont les invalides, souvent amputés des jambes. Ce sont les "maximalistes" qui regardent sans concession cette société soviétique où les principes socialistes qu'ils sont allés défendre là-bas sont mal respectés. Et qui parfois décident de faire justice eux-mêmes. Ce sont tous ces jeunes pour qui le retour implique une ré-orientation. "Tu ne peux quand même pas rentrer à l'usine ou à l'université comme si tu rentrais de longues vacances", expliquait un jeune à la "Komsomolskaya Pravda". Certains créent des brigades d'anciens et, sur les chantiers, sont fiers de montrer que leurs normes sont supérieures, que leur expérience là-bas a servi à quelque chose.



GRIP
rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles
T.:02/241.84.20 - 241.80.96

D'autres organisent des camps paramilitaires "pour entretenir la forme" qui inquiètent les autorités. Quelques-uns sombrent dans l'alcoolisme ou la délinquance. Beaucoup sont déçus par l'attitude des gens autour d'eux: pas assez de chaleur et beaucoup de paperasserie pour obtenir ce qui leur est dû.

Que la paix est dure pour les héros...

La tendance officielle est d'en faire des vétérans comme les autres. Mais il y a un obstacle de taille. En 1945, les soldats rentraient dans un pays qui avait connu la guerre et l'occupation. Il y avait un langage commun. Aujourd'hui, ils rentrent dans un pays en paix et, selon eux, ce pays vit comme si la guerre en Afghanistan n'existait pas. Alors ils veulent oublier, mais en même temps se retrouvent entre anciens, "les seuls avec qui on peut parler de cela". Un sentiment d'oubli qu'un délégué au congrès du Komsomol (Jeunesse communiste) d'avril traduisait - follement applaudi - en: "Nous ne pouvons tolérer que sous nos yeux les héros deviennent des soldats inconnus".

Aussi on veut utiliser leur expérience. Par exemple pour l'éducation patriotique et la préparation militaire des jeunes. Leur donner un statut de vétérans à part entière. Faire des films, publier des livres sur l'Afghanistan. Leur zèle de "puristes", pourvu qu'il ne sorte pas de la légalité, pourrait aussi être utilisé par le pouvoir actuel.

En fin de compte, il suffirait d'un peu de souplesse et de sens politique pour que le pouvoir utilise au mieux de ses intérêts la plupart de ces milliers de jeunes qui ont servi en Afghanistan.

Nina BACHKATOV
Correspondante à Moscou
du journal "Le Soir" (Bruxelles)



APNOYMAI TO ΣΤΡΑΤΟ

MICHALIS MARAGAKIS
19 PAVLOU MELA st.
THESSALONIKI 54622
GREECE

LETTER FROM MICHALIS MARAGAKIS (october 1987)

Dear friends

I'm writing to you because I feel your presence very close to me, in this struggle we undertook for peace and human rights, and you've already enquired in successive letters, asking for a complete report about me. I'm 30 years old. I used to study in the Geological Department of the School of Sciences in the "Aristoteleion" University of Thessaloniki. When I was about to get my diploma, I changed my vocational orientation, due to foreseen unemployment affecting the particular scientific branch I was following, and trained myself as a wood-sculptor. I now can work as a professional.

During the last three years, I tried to establish a new community of young people in an abandoned village named Neochori on the Lefkada island. I established my own manufacture, bought machines and trained 35 students of mine as wood-sculptors coming from 3 high schools of Lefkada. This effort of mine took me 1,5 years during which I served as an employee in a kind of "School of further Education", branch of the ministry of Culture.

Please note, that the most of my services were offered without money, in order to support my proposal for an alternative social service. At the same time, I started working as a teacher for illiterate people (without receiving any payment) in the same specific county of Lefkas, but they sacked me when I refused to serve my army service. I'm member and president of a cooperative which was created in the village. Its aim was to promote agriculture, animal breeding, traditional arts, and peace. Our action was so impressive, that the Ministry of Culture made a generous contribution of money stimulating our effort. My arrest on March of '87 was a serious blow for the financial situation of the community. Goat breeding is under the threat of dissolution, and I'm confronted with my debts because of the carpentry machines I've bought, and obviously I could not pay them back. As a matter of fact I hope that I'll win my struggle, and that my friends will help me.

I try to keep myself busy by wood sculpturing in the prison, but the actual conditions are far from ideal. My relation with my parents and brother, who live in Thessaloniki, is very warm, and I have their unreserved support and agreement for my actions. The problem is that my parent is receiving a meagre pension, (after suffering an accident during his work) a fact that obligated my mother to work hard as well as my brother. You should be aware of the fact that on June, I was sentenced from a military court in 4 years imprisonment. It was problematic even to defend myself, and the right I represent.

Under the pressure of your protestation, as well as with the protestation of a part of the youth movement and Greek people refusing to go to the army, being in Western Europe, I was let free on the 10th of August 1987.

But due to their reluctance to establish a new law for an alternative civil service, they called me again in the army on 13 of August 1987.

I didn't want to be accused as a deserter, therefore I went to the military camp I was told, I refused again, and I was arrested a new. There was the same accusation for disobedience of the law, but this time my mental and physical existence was threatened. I was jailed under very severe conditions in the military prison of Kavalla, and I was forbidden to phone to my lawyer and receive visits except my parents and brother.

I was confronted with the slanderous attack from a newspaper which, in trying to smear our struggle, is spreading false rumors about my personal life. Fortunately, some of my previous supervisors during my work, officers of the ministry and some other newspapers resettled the truth and there is going to be court action against that newspaper.

This action is going to increase our expenses which were already expanded, trying to communicate our opinions by issuing periodicals, producing posters and financing all previous court action against me.

Dear friends, speaking the truth, I say I believe in, and love this struggle, feeling that we can very quickly win. As a matter of fact my hopes are supported because of your love and protestations. If there is something the Greek government is afraid of, this is the International public opinion and the protestations of the European Parliament. Write that the united people of Europe cannot tolerate any more lengthy sentences of imprisonment in Greece. Please communicate your protest to the Greek embassies, or when members of the Greek government are coming to your country. Please protest in order to prevent unjust and prolonged social service, as a punishment and revenge, which will be disastrous for the case of conscientious objectors. In Greece, unfortunately, the government contemplates the establishment of an unfair and lengthy social service, (to discourage future conscientious objectors), depriving the objectors from their civil rights e.t.c. Clearly measures of a racist character.

My case will be presented in front of the court on the 13th of October.

From some months now there is a second conscientious objector which is not arrested yet, being afraid they'll confront a stronger protestation.

I don't really know how to respond to your love and concern but I send my best wishes, expecting your protestations for better conditions in the prison, and the quick liberation of all the conscientious objectors. Please inform your friends and colleagues in other cities and countries.

I send my wishes to all of you, for a healthy and successful life and work.

Thank you



Greece

Conscientious objectors Support Committee
Isavron 10 - 11471 - Athens
Tel (01) 3641268 (6-11 p.m.)
(01) 7757777 (8 a.m. - 3 p.m.)

Dear Friends,

We send you this letter to inform you about the recent events in Greece about conscientious objection and to ask for your solidarity to the Greek C.O.'s in prison (more than 400 persons).

On October 13th we had the second trial of Michalis Maragakis, the first C.O. in Greece for not religious reasons. Maragakis has been in prison since March 11th, although he is asking for a civilian service according to 'Macciocchi' Resolution in the European Parliament (07.02.'83). (Up to now there is not any law providing a kind of civilian service to the Greek C.O.'s).

The military court in Kavala condemned Maragakis to 4 years in prison for 'disobedience in time of general mobilization' - as Greece is supposed to be in a state of war with Turkey since 1974.

This strict punishment of Maragakis proves that the Greek Government has not the intention to introduce some regulations for C.O. not even according to the recent Recommendation N° R 878 (09.04.'87) of the committee of Ministers to Member States of the Council of Europe regarding conscientious objection to compulsory military service.

Meanwhile the Greek Government presented a project for a new conscription law, which is going to be voted in the Parliament the first days of December. This law 'recognizes' the existence of C.O.'s for religious or ideological reasons, but compels them to get 4 years in the army, to serve an unarmed military service of double duration.

Of course this double unarmed military service exists in Greece since 1977 for religious objectors and, up to now, more than 1000 Jehovah's witnesses preferred to be in prison for about 4 years each and almost no one accepted this 'alternative'.

Michalis Maragakis does not accept this type of military service and asks for a civilian service in the social field, completely separate from the military system and which does not exceed the length of the military service. Also Spyros Psychas has refused his call up for the third time and our committee can assure you that other Greek C.O.'s are going to declare their objection in public in the very near future.

Although the Greek Government insists on criminalizing conscientious objection and the Ministry of Defence is quite unwilling even to discuss about a real civilian service, we believe in fact that they are pressed very much: because of the international solidarity to Maragakis and the discussion abroad concerning the behaviour of the Greek Prime Minister Mr. Papandreou (who is supposed to be a 'friend of the international peace' but not friendly to the people refusing to serve war), also because we have the solidarity of all European Organizations working on C.O. and the thousands letters from abroad protesting for the situation in Greece.

In Maragakis' second trial we had a broad participation of some organizations or parties we cooperate with: Veronica Kelly, Secretary of War Resisters International; U. Fischer, German parliamentarian representing the Green Party; Yannis Chrysovergis from E.B.C.O. and Gaetano Dentamaro from the Radical Party. Also we have the solidarity of some Greek parties (Greek Left, Communist Party - Renewing Left, Democratic Left - EDA and some social democratic parties: ESPE, ESK, Democratic Center e.t.c.) and some independent parliamentarians.

Also, almost all of the youth organizations of the parties have accepted that there is a problem and there must be some civilian service - but they are not willing to press the government to accept the terms of Macciocchi Resolution in the new law.

The same time Amnesty International, the International Peace Bureau, 30 Italian parliamentarians, many Europarliamentarians (Rain Bow Group, Radicals etc.) and others have sent letters to the Prime Minister or the President of the Parliament criticising the project for the conscription law concerning to C.O.

So, despite the fact that the military lobby in Greece reacts very seriously, we believe that we can have some other law in the very near future. If we go on cooperating with your Movement on the European level and organizing more and more effective actions in Greece and in your country.

We will send you some urgent information about whatever is happening here (appearance of other C.O.'s, date of the next Maragakis trial etc.), but we demand your dynamic solidarity actions NOW:

In front of Greek Embassies and Consulates protesting against 4 years in prison for Maragakis and about the completely unacceptable new law.

Collecting signatures of Members of your Parliament and pressing the parties to send official letters to the President of the Greek Parliament Mr. Yannis Alevras, Greek Parliament, Syndagma Square in Athens

asking for Maragakis and other C.O.'s freedom and for changing the law for C.O. according the terms Macciocchi Resolution describes.

Pressing also the Europarliamentarians of your country for an urgent resolution in the European Parliament asking the Commission to issue a Directive on C.O. as soon as possible.

At the present time Roberto Ciciomessere - as a coordinator of the INTERGROUP- collects signatures in the Europ. Parliament for Maragakis release and a new law. If a number of 270 M.E.P. sign the text, this will be in fact a resolution against Greek Government attitude and will be priceless for us.

Organizing actions against Greek Government policy on C.O. whenever a Greek official speaks in public in your country.

Asking other organizations (peace movements, anti-militaristic groups, the church, even parties,...) to act by their own way to press Papandreou for a new law.

Writing articles in your magazines and newspapers about Greek C.O.'s.

Financial support would also be very welcome to:

AGROTIKI TRAPEZA Galatsi Branch
a/c/nº, 4215/062/1007

We also ask you to get ready to come in Greece in December 1987 or January 1988 for Maragakis' appeal and try to find some serious persons to appear with you as witnesses in the trial.

We do need your cooperation on any level at least for the next two-three months, which will be very 'HOT' for our movement in Greece.

Friendly,
Spiros Pshichas



For any information about Maragakis' appeal you can communicate with thodoros Michalopoulos, who is M. Maragakis' lawyer; Mavromichali 16, 106 80 Athens tel. (01) 3638306 - 8234701

Conscientious objectors
Support Committee
Isavron 10 - 11471 - ATHENS



traduction :
Laurent (EBCO)

OBJECTION DE CONSCIENCE EN GRECE.

Athènes, le 30 octobre 1987

Chers amis,

Nous vous envoyons cette lettre pour vous informer de récents événements survenus en Grèce concernant l'objection de conscience et demander votre solidarité pour les objecteurs grecs en prison (plus de 400 personnes).

Le 13 octobre 87, Michalis Maragakis (le premier objecteur de conscience grec pour des raisons non religieuses), est passé en procès pour la seconde fois. (1) Maragakis est en prison depuis le 11 mars alors qu'il demande la possibilité d'effectuer un service civil en accord avec la Résolution "Macciocchi" du Parlement Européen (7/2/83), (jusqu'à maintenant, aucune loi n'a prévu de service civil pour les objecteurs grecs).

Le tribunal militaire de Kavala a condamné M. Maragakis à 4 ans de prison pour "désobéissance en temps de mobilisation générale" (puisque la Grèce est supposée être en état de guerre avec la Turquie depuis 1974).

La peine infligée à M. maragakis prouve que le gouvernement grec n'a pas l'intention d'introduire une réglementation pour les objecteurs de conscience, ce qui n'est pas en accord avec la récente résolution (L 73) adoptée par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU en mars dernier ni avec la récente recommandation (R 878) adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en avril dernier, concernant l'objection de conscience au service militaire.

Pourtant le gouvernement grec a présenté un nouveau projet de loi concernant la conscription qui devrait être votée par le Parlement début décembre. Cette loi "reconnaît" l'existence des objecteurs de conscience pour raisons religieuses ou idéologiques, mais les oblige à servir pendant 4 ans dans l'armée en effectuant un service militaire non armé.

Bien sûr, ce service militaire non armé, d'une durée double du service militaire existe en Grèce depuis 1977 pour les objecteurs invoquant des raisons religieuses, mais jusqu'à maintenant, plus de 1000 témoins de Jéhovah sont allés en prison, en moyenne pour 4 ans, et personne pratiquement n'a accepté "l'alternative".

Nichalis Maragakis n'accepte pas non plus ce type de service militaire et demande d'effectuer un service civil dans le secteur social, totalement indépendant du système militaire et qui n'excède pas le temps du service militaire. Spyros Psychas a refusé également pour la 3ème fois d'être incorporé et notre comité de soutien vous assure que d'autres objecteurs grecs vont se déclarer publiquement objecteurs prochainement.

Alors que la volonté du gouvernement grec est de criminaliser l'objection de conscience et que le ministre de la Défense ne veut pas entendre parler d'un réel service alternatif, nous pensons en fait qu'ils ne seraient pas insensibles à une forte pression que pourrait exercer un soutien international à Maragakis et les discussions à l'étranger à propos de l'attitude du premier ministre grec M. Papandréou (supposé être un "ami de la Paix internationale", mais pas du tout ami de ceux qui refusent de servir la guerre) et aussi le fait que nous avons le soutien de toutes les organisations européennes travaillant pour l'objection de conscience et que des milliers de lettres ont été envoyées de l'étranger pour condamner la situation de l'objection de conscience en Grèce.

Lors du second procès de Maragakis (comme lors du premier) plusieurs représentants d'organisations et partis étrangers étaient présents: Veronica Kelly (Secrétaire de la War Resisters' International), U. Fischer (parlementaire allemand représentant les "Verts"), Yannis Chrysoverghis (représentant le Bureau européen de l'objection de conscience -BEOC), Gaetano Dentamaro (Parti radical italien). Certains partis grecs ont également manifesté leur solidarité (gauche grecque, parti communiste, la gauche rénovatrice, la gauche démocratique, EDA et quelques partis sociaux-démocrates: ESPE, ESK, centre démocrate).. et quelques parlementaires indépendants.

Presque toutes les organisations de jeunesse de partis reconnaissent le problème et pensent que doit être mis en place un service civil, mais elles n'ont pas encore exprimé la volonté de faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte la résolution Macciocchi dans la nouvelle loi.

De leur côté, Amnesty International, le Bureau International de la Paix, 30 parlementaires italiens, plusieurs parlementaires européens (Groupe Arc en Ciel, Radicaux...) et d'autres ont écrit au Premier Ministre et au Président du Parlement pour critiquer le projet de loi sur la conscription en ce qui concerne l'objection de conscience.

Malgré le fait que le lobby militaire réagit négativement, nous pensons pouvoir avoir une autre loi prochainement; si nous pouvons avec votre mouvement coopérer sur le plan européen et si des actions de plus en plus efficaces peuvent être organisées en Grèce et dans votre pays. Nous vous enverrons quelques informations urgentes sur l'évolution de la situation (cas d'autres objecteurs, date du prochain procès de Maragakis...). Mais nous vous demandons de manifester votre solidarité par des actions dès maintenant:

- devant les ambassade et consulats grecs pour protester contre les 4 ans de prison de Maragakis et contre la nouvelle loi totalement inacceptable;
- en collectant les signatures de membres de votre Parlement et en pressant les partis pour qu'ils envoient officiellement des lettres au Président du Parlement grec M. Yannis Alevras (Parlement grec, Syndagma Square - Athènes) pour la libération de Maragakis et des autres objecteurs et pour un changement de la loi, en accord avec la résolution Macciocchi;
- en pressant aussi les parlementaires européens de votre pays pour introduire d'urgence une résolution au Parlement européen demandant à la Commission d'adopter une directive sur l'objection de conscience, dès que possible.

Actuellement Roberto Cicciomessere - coordinateur de l'intergroupe - collecte des signatures au Parlement européen pour la libération de Maragakis et une nouvelle loi. Si 270 membres du P.E. signent le texte; une résolution (précieuse pour nous) sera proposée contre l'attitude du gouvernement grec.

- en organisant des actions contre la politique du gouvernement grec en ce qui concerne l'objection de conscience quand un officiel grec se présente publiquement dans votre pays;
- en demandant aux organisations (mouvements de paix, groupes antimilitaristes, églises, partis politiques...) d'agir par leurs propres moyens pour faire pression sur M. Papandréou;
- en écrivant des articles dans vos magazines et journaux au sujet des objecteurs de conscience grecs;
- un soutien financier sera également bienvenu à :

AGROTIKI TRAPEZA Galatsi branch
a/c/ n° 4215/062/1007

Nous vous demandons également d'être prêts à intervenir lors du procès de Maragakis prévu pour décembre 87 ou janvier 88 et d'essayer de trouver des personnes pouvant témoigner lors du procès.

Nous avons besoin de votre coopération à tous les niveaux dans les mois à venir qui seront très "HOT" pour notre mouvement en Grèce.

Amicalement,
Spiros Pschichas.

Pour de plus amples informations sur l'appel de M. Maragakis, vous pouvez contacter:

Thodoros Michalopoulos (avocat de Michalis Maragakis)
Mavromichali 16 106 80 Athènes

Ελλάδα '87:

- ΤΑ ΑΝΘΡΩΠΙΝΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΚΑΤΑΠΑΤΟΥΝΤΑΙ
- Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΦΥΛΑΚΙΖΕΙ ΤΟΥΣ ΑΡΝΗΤΕΣ ΣΤΡΑΤΕΥΣΗΣ, ΑΝΤΙ ΝΑ ΠΑΡΕΧΕΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΘΗΤΕΙΑ όπως σε όλες τις χώρες της Ευρώπης
- ΟΙ ΣΤΡΑΤΟΛΟΓΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ ΣΚΛΗΡΑΙΝΟΥΝ - Η ΚΟΙΝΩΝΙΑ ΣΤΡΑΤΙΩΤΙΚΟΠΟΙΕΙΤΑΙ



Ο Μαραγκάκης κι ο Ψύχας (από αριστερά) με συνεργάτες του ΑΡΝΟΥΜΑΙ στις στρατιωτικές φυλακές.

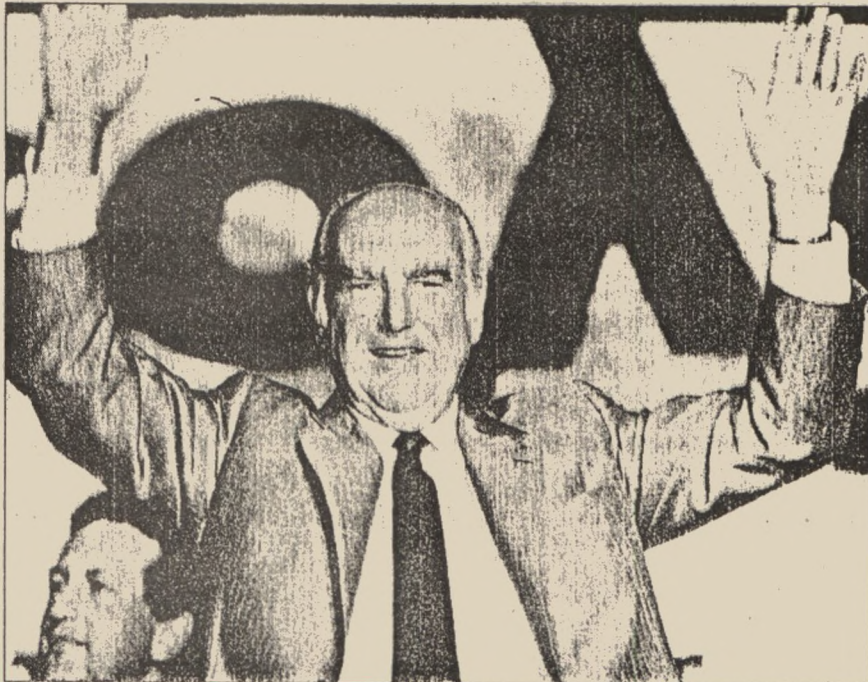
The Artful Dodger

Once again, it's smooth sailing for Papandreou

The scandal might have sunk a less nimble politician. Two months ago, Prime Minister Andreas Papandreou passed up memorial services marking the anniversary of last year's killer earthquake in southern Greece to go sailing with Dimitra Liani, an attractive 33-year-old Olympic Airways stewardess. The Athens press blasted him over the incident, but the prime minister quickly launched a counterattack. One aide insisted that "foreign centers"—a code word for the United States—wanted to destabilize the country by blackening the prime minister's personal life. Another hinted that the publicity was an American attempt to discredit Papandreou before talks on renewing the agreement over U.S. military bases in Greece. Finally, the prime minister's wife dismissed the Liani incident as a small crisis in a long marriage. Within days the controversy was over.

Quirky, unpredictable and undeniably skillful, Papandreou has often seemed at the brink of ruin—yet he always manages to emerge a short time later virtually unscathed. The Socialist leader was elected in 1981 on a pledge to pull Greece out of the European Community and NATO. Neither has come to pass, but his frequent twists and turns on foreign policy have repeatedly confounded Greek allies and adversaries alike. Last spring Papandreou's bluster during what began as a fairly minor dispute over Aegean oil-drilling rights dangerously escalated the military tensions between Greece and its traditional arch-enemy Turkey. And after campaigning on the upbeat promise of "still better days" ahead, he has presided over a steep slide in the economy. At this point Papandreou lags his conservative opponents in the New Democracy party by 10 percentage points in opinion polls.

'He is the lover': Even so, Papandreou, 68, clearly dominates the Greek political scene. New Democracy is in disarray, still reeling from its defeat in the 1985 election. Papandreou rules his left-leaning Panhellenic Socialist Union (Pasok) in a near-autocratic fashion, shuffling his 21-member cabinet on the average of twice a year to minimize any challenges to his leadership. The prime minister's tactics often



PICTURE GROUP

Quirky, unpredictable—but also undeniably skillful: *The prime minister last month*

generate more heat than light, but Greek voters admire his histrionic flair and his willingness to speak his mind, especially to foreign governments. "He is closer to the Greeks than any of us," concedes Stefanos Manos, a New Democracy leader. "If the electorate could be compared to a woman, we in the opposition are the husband, providing the daily needs. But he is the lover, providing the excitement."

The coming months will bring plenty of opportunity for fireworks, as representatives of Athens and Washington begin negotiations on the future of the four U.S.

military bases in Greece. Spain recently demanded the removal of 72 American fighter planes from an airfield near Madrid, and Papandreou hopes to find Washington in an accommodating mood. Greece receives \$350 million in U.S. aid each year, but Papandreou wants more. He has vowed to close the bases unless the United States promises to defend Greece in the event of Turkish attack. Last week he turned up the pressure, presenting Washington with one of his periodic ultimatums over the military facilities. "You have to prove to us that your presence serves our own highest national interests," he said. "If you don't then you'll go home. It is clear-cut."

Washing windows: The prime minister has always taken particular pleasure in tweaking the Americans. He frequently blames his own problems—such as the Liani incident—on dark conspiracies originating in Washington. His deep antipathy for the United States seems surprising, since America was once a refuge for him. In 1939 when he was a leftist student, Papandreou was arrested and tortured by the right-wing government of Gen. John Metaxas. He fled Greece the following year, arriving in New York at the age of 21 with \$14 in his pocket.

His immigrant days read like an American success story. To pay for his education at Columbia and Harvard he washed windows and worked in a library. Along the way he became a U.S. citizen and married an American, Margaret Chant. By the mid-1950s he was chairman of the economics department at the University of California



Only a small crisis: *Papandreou and Liani*

at Berkeley. He returned to Greece in 1959 on an academic fellowship. His father, George Papandreou, a moderate leftist politician, persuaded him to stay. Five years later he made his first run at Parliament and won, just as his father defeated the conservatives to become prime minister.

Many of Papandreou's critics see his behavior today—the bombast, the insistence on dominating Pasok, the hostility toward the United States—as results of the years of self-imposed American exile and the struggle with his father's legacy. George Papandreou was a bon vivant, an excellent orator and a politician given to theatrical gestures. "Andreas always tried to live up to his father's image," says one Athens resident who knew Papandreou well during his days in the United States. "But he feels guilty about not being an authentic Greek because he lived for so long abroad. So he tries to be more Greek than the Greeks."

Indeed, Papandreou came to office determined to distance Greece from Washington. From the beginning he struck a provocatively anti-American, pro-Soviet line. He suggested that the 1983 downing of Korean Air Lines Flight 007 by a Russian fighter jet was some sort of CIA plot. He defended the imposition of martial law in Poland. He tried to lure petrodollar investments in Greek industry by backing Arab states in their conflicts with Israel and the United States. Along the way he seldom passed up an opportunity to rile Washington. The calculated outrageousness assured Papandreou an international profile few past Greek prime ministers—including his father—had ever enjoyed.

Papandreou can still send temperatures soaring along the Potomac, but he no longer seems quite the bad boy he once did. As conservative Athens analyst Dimitras Katsoudas points out, when it suits their purposes, Papandreou and his spokesmen "still push a vulgar anti-Americanism." But he has quietly edged away from the Arabs, who failed to heap on the investments he hoped for. And for all his anti-Common Market rhetoric, Papandreou didn't pull out of the EC; in fact, he served as the community's president for six months in 1986 and has become quite deft at manipulating the organization to his advantage, securing more than \$1 billion a year in loans for Greece. A diplomat who sees the prime minister up close says he and his colleagues "have learned to watch Papandreou's hands, not his mouth."

In need of favors: Has Papandreou begun to mellow? If so, it may be because he suddenly finds himself in need of favors from abroad. He badly wants U.S. backing in his drive to have the 1996 Olympic Games staged in Greece. Despite his America-bashing, he also craves the personal prestige that would come from a state visit to the White House, which has so far been denied him. More than anything, however, the nearly disastrous Aegean standoff with Turkey last spring has sobered Papandreou. Although he has pledged not to negotiate with Ankara until it withdraws the 20,000-man occupation force in Cyprus, Papandreou and Turkish Prime Minister Turgut Ozal have since quietly carried on a private correspondence.

Papandreou's greatest challenge now is to revive the anemic Greek economy. He

has managed to lower the foreign-trade deficit by several hundred million dollars in the past year, but most of the rest of the news is bad. Double-digit inflation is expected through 1988. When Papandreou came to office Greece was near full employment, but the jobless rate is expected to remain at 7.5 percent for the foreseeable future, a high figure by Greek standards. The economy has shrunk during 1987, and EC planners expect only a paltry 0.5 percent growth next year. Foreign debt has more than tripled and now stands at \$20 billion. The opposition hopes to capitalize on the economic doldrums, but the prime minister's men insist that by the next parliamentary elections in June 1989 the country will be back on track.

Papandreou apparently intends to be on that ballot. He has resisted naming a successor and evidently hopes to best the eight-year record for political longevity set by former prime minister Constantine Karamanlis. That will require him to win over a huge pool of undecided voters and reverse his current poor showing in the polls. To do that, his first order of business is reaching more favorable agreements over the U.S. bases. He will also keep pushing his pet project, an informal alliance among the Balkan nations aimed at reducing tensions and declaring a nuclear-free zone in the region. Despite such a statesmanlike undertaking, at some point Papandreou will inevitably stir up fresh controversy. And once again, he will need all his considerable political dexterity to see himself through to smooth sailing.

JACOB YOUNG with
THEODORE STANGER in Athens



ARIS SARIS—AP

How will Papandreou cope with a sinking poll rating? Earlier this month, Athens students marched to demand more aid to education



ESPAÑA

'mili'

NO

COMUNICADO A LA PRENSA Y A LA OPINION PUBLICA

La asamblea estatal del MOC (Movimiento de Objecion de Conciencia) reunida en Madrid una semana después de la aparición de la sentencia del Tribunal Constitucional sobre la LOC (Ley de Objeción de Conciencia), hace publico lo siguiente:

La necesidad de salvaguardar las prioridades militares a la hora de regular un derecho civil es la filosofía que impregne toda la sentencia. El concepto militarista de la defensa necesita reprimir cualquier manifestación autónoma de la sociedad civil en ejercicio de la responsabilidad que le incumbe en su propia defensa.

En consecuencia la sentencia confirma a la LOC como un más de los mecanismos destinados a que nadie que pretenda cuestionar la militarización, mediante su negativa a colaborar con ella, puede encontrar apoyo en su derecho a la libertad ideológica y a la igualdad.

La sentencia prohíbe que el ejercicio de estos derechos fundamentales puede poner en cuestión la supuesta necesidad que tenemos de ser defendidos/as por los militares.

Con ello, la LOC viene a sumarse al Código Penal Militar, la Ley y Reglamento del SMO, como conjunto de instrumentos legales previstos para que la crítica al papel del ejército sea reprimada, e impuesta la colaboración con la institución militar.

Para justificar todo lo anterior, el Tribunal Constitucional ha tenido que acudir a una interpretación de la Constitución subordinada a los intereses militares, pasando por encima de la realidad constatable de lo que es la objeción de conciencia y supone hoy en día.

El Tribunal Constitucional, a lo largo de su sentencia, pretende reducir la objeción de conciencia a una actitud meramente individualista, de una minoría de ciudadanos "escrupulosos" frente a la que el Estado muestra su "generosidad". Cuando los objetores defendemos el derecho a nuestra intimidad; cuando los objetores defendemos el derecho a no ser castigados por nuestras opiniones y las posturas a las que estas nos llevan; cuando defendemos el derecho a no ser sometidos a estructuras anquilosadas cuyo objetivo son suministrar al poder herramientas para perpetuarse, no estamos sólo defendiendo nuestra individualidad, sino que luchamos por una transformación profunda, radical, de las relaciones sociales, e eliminando los mecanismos de dominación que permiten la supervivencia de una sociedad injusta. En esta una actitud política que, traducida en cifras, y dejando aparte los objetores que lo son por motivos exclusivamente religiosos, ha sido seguida por el 90% de los objetores de conciencia, que es el porcentaje de objetores que ha realizado la declaración colectiva del MOC.

Por ello, el TC, que, no lo olvidemos, es un representante más del Estado, no ha dudado tampoco en convalidar la exclusión de los motivos políticos de la lista de posibles motivos de objeción: lo han excluido porque no pueden aceptar la disensión radical de sus principios básicos, de su poder.

Esta perspectiva reduccionista de la objeción de conciencia explica los malabarismos jurídicos en que se fundamenta la sentencia para avalar la Ley de Objeción, incumpliendo las resoluciones del Parlamento Europeo y las Naciones Unidas; e incluso contradiciendo sentencias anteriores del propio TC (de abril del 82), que consideran a la objeción como derecho fundamental.

Así, nos encontramos con que la sentencia:

1 - Afirma que la objeción de conciencia no es un derecho, sino una causa de exención del Servicio Militar, cuya regulación es excepcional, y debe subordinarse a las necesidades militares, que están por encima de la libertad de conciencia. Pensamos que esta restricción de la libertad de conciencia es impropia de una sociedad democrática, y sanciona la existencia de presos de conciencia en nuestro país.

2 - Afirma que el objetor, por el mero hecho de serlo, "renuncia a mantener" el derecho a la intimidad de su conciencia, y "debe someterse" a un procedimiento para ejercer su derecho. Pensamos que ese derecho es inalienable, y su ejercicio no puede depender de exámenes e investigaciones de ninguna clase; y desde luego, no renunciamos a él bajo ningún concepto.

3 - Considera a la Prestación Social Sustitoria como un mecanismo para establecer un "cierto equilibrio" con el servicio militar. Es evidente que un plus del 50% al 100% de tiempo, en régimen militar; penaliza al objetor; y hablar aquí de equilibrio es puro cinismo.

Como dato relevante, entre los magistrados que han votado a favor de la sentencia figura el ex-presidente del Consejo Nacional de Objeción de Conciencia.

Por todo esto, los grupos presentes que componemos el MOC anunciamos al comienzo de una campaña de boicot y rechazo a la Ley de Objeción de Conciencia, al objeto de evitar que se consolide la aplicación de las Prestaciones Sociales Sustitorias, por medio de la desobediencia civil, la no-cooperación y la no-colaboración con la militarista y penalizante LOC.

Asimismo, se llevarán a cabo acciones que muestren nuestro rechazo colectivo a dicha sentencia, demostrando una vez más que el proceso de desmilitarización se ha de llevar a cabo con el sentir general de la población.

Por último, queremos dejar claro que la no-cooperación, desobediencia civil, son empleadas para refrendar nuestras posiciones hacia la autodefensa popular, así como empleadas para demostrar el carácter colectivo de nuestro movimiento.

Madrid, a 8 de noviembre de 1987

MOVIMIENTO DE OBJECION DE CONCIENCIA (MOC)
INTEGRADO POR 57 COLECTIVOS DE OBJETORES



COMMUNIQUE POUR LA PRESSE ET L'OPINION PUBLIQUE

traduction: Laurent (BEOC)

L'ASSEMBLEE GENERALE DU MOC tenue à Madrid une semaine après l'apparition du jugement rendu par le Tribunal Constitutionnel sur la loi relative à L'OBJECTION DE CONSCIENCE, fait la déclaration publique suivante:

La nécessité de sauvegarder les priorités militaires au moment de réglementer un droit civil est la philosophie qui a influé le verdict final. Le concept militariste de défense se veut de réprimer chaque manifestation autonome de la société civile dans l'exercice de la responsabilité qui lui incombe pour organiser sa propre défense.

Par conséquent, le jugement confirme que la Loi sur l'Objection de Conscience apparait comme un mécanisme de plus destiné à ce que personne ne puisse remettre en cause la militarisation. Par le refus de collaborer avec elle, il est possible de trouver un soutien dans le droit à la liberté idéologique et l'égalité.

Le jugement interdit que l'exercice de ces droits fondamentaux puisse remettre en question la supposée nécessité que nous'avons à être défendus/les par les militaires.

Avec ça, la Loi sur l'Objection de Conscience (LOC) vient se soumettre au Code Pénal Militaire (la loi et le règlement régissant le service militaire obligatoire) prévoyants ensemble des instruments légaux pour que toute critique envers l'armée soit réprimée, et imposent la collaboration avec l'institution militaire.

Pour justifier tout ceci, le Tribunal Constitutionnel a tenu à interpréter la Constitution en fonction des intérêts militaires, passant outre une réalité constatée de ce qui est l'objection et suppose de nos jours.

Le Tribunal Constitutionnel, tout au long de son verdict, prétend réduire l'objection de conscience à une attitude principalement individualiste d'une minorité de citoyens "scrupuleux" s'opposant à ce que l'état montre sa "générosité". Nous défendons pour les objecteurs le droit à notre intimité. Nous défendons

pour les objecteurs le droit de ne pas être punis pour nos opinions et les positions qu'ils nous portent. Nous défendons le droit de ne pas être soumis dans des structures paralysées dont l'objectif est de fournir au pouvoir des outils pour se perpétuer. Nous sommes seuls pour défendre notre individualité, sinon que nous luttons pour une transformation profonde, radicale des relations sociales en éliminant les mécanismes de domination qui permettent le maintien d'une société injuste. C'est cette attitude politique qui, traduite en chiffres, et laissent à part les objecteurs qui le sont pour des motifs exclusivement religieux, a été suivi par 90% des objecteurs de conscience, pourcentage des objecteurs qui ont réalisé cette déclaration collective du MOC.

Pour cela, le Tribunal Constitutionnel, que nous n'oublions pas, étant une fois encore un représentant de l'état, n'a pas douté non plus en confirmant l'exclusion des motifs politiques de la liste des possibles motifs d'objection. Celui qu'ils ont exclu parce qu'ils ne peuvent accepter une dissension radicale par rapport à leurs principes de base, de leur pouvoir.

Cette perspective réductionniste de l'objection de conscience explique les jongleries juridiques dans lesquelles se fondent le jugement pour garantir la loi sur l'objection, ne tenant pas en compte les résolutions du Parlement Européen et des Nations Unies (y compris la contradiction avec les jugements antérieurs de ce même Tribunal Constitutionnel (avril 82) qui considéraient l'objection de conscience comme un droit fondamental).

Ainsi, nous nous heurtons au jugement qui:

1- Affirme que l'objection de conscience n'est pas un droit, sinon une cause d'exemption au service militaire, dont la réglementation est exceptionnelle, et doit se subordonner aux nécessités militaires, qui passe outre la liberté de conscience. Nous pensons que cette restriction de la liberté de conscience n'est pas conforme dans une société démocratique et sanctionne notre pays par l'existence de prisonniers de conscience.

2- Affirme que l'objecteur, par le simple fait de le devenir, renonce à préserver le droit à l'intimité de sa conscience. Nous pensons que ce droit est inaliénable, et son exercice ne peut dépendre d'examens et d'enquêtes d'aucune cours; bien sûr, nous ne renoncerons pas à être sous aucun concept.

3- Considère la prestation sociale de substitution comme un mécanisme pour établir un "certain équilibre" avec le service militaire. Il est évident qu'une augmentation de 50 à 100% par rapport au temps de service militaire pénalise l'objecteur. Parler ici d'équilibre est faire preuve de pur cynisme.

Renseignement remarquable, parmi les magistrats qui ont voté en faveur du jugement figure l'ex-président du Conseil National de l'Objection de Conscience.

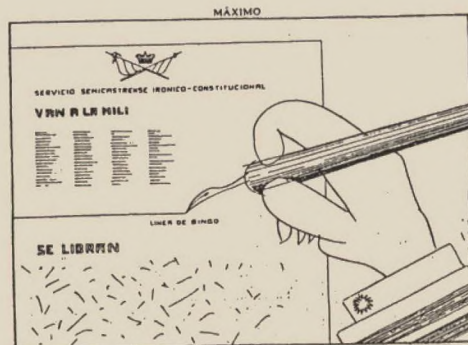
Pour toutes ces raisons, les groupes présents qui composent le MOC annoncent le commencement d'une campagne de boycott et de refus de la loi sur l'objection de conscience dont le but est d'éviter que se consolide l'application des prestations sociales de substitution, au moyen de la désobéissance civile, la non-coopération et la non-collaboration avec la loi militariste et pénalisante sur l'objection de conscience.

De la même manière, ils mèneront jusqu'au bout des actions qui montrent notre refus collectif du jugement tombé, démontrant une fois de plus que le processus de démilitarisation a à se mener jusqu'au bout avec l'accord général de la population.

Pour finir, nous voulons que soit clair que la non-coopération, la désobéissance civile sont employées pour renforcer nos positions jusqu'à l'autodéfense populaire, et pour démontrer ainsi le caractère collectif de notre mouvement.

Madrid, le 8 novembre 1987

MOVIMIENTO DE OBJECCION DE CONCIENCIA (MOC)
composé de 57 collectifs d'objecteurs



MOVIMIENTO DE OBJECCION DE CONCIENCIA

CONTRA
ESTA
SOCIEDAD
MILITARIZADA



MADRID , November 1987

Hello Dear Friends,

inevitably we are approaching to " High Noon" within the Spanish Movement of Conscientious Objection and total objection (insubmission), as the Highest Court of Spain on october 30, 1987 completely refused the action of unconstitutionality, presented by the Ombotsman in march 1985. This means that the spanish law of C.O., being in force since december 1984, has got his final approbation, and from now onwards this law should be considered as officially constitutional.

This makes us laughing, supposing you know our antimilitaristic points of view . MOC has decided to start " Hot winter times".

On and after the first of january 1988 the first 3000 recognized objectors are being called up to make their civilian service.

Which force has the MOC? How many collective objectors of the MOC will have the courage to stand up against the law of C.O. ? We will be able to create the great movement of collective total objectors? Especially in those times we need the political support from all antimilitaristic fighting places. This is we ask you for

- publishing our article in your newspaper (magazine...).
- sending us your last three numbers (lost of removal)

DESOBEDIENCIA A LA LEY
DE OBJECCION

LA OBJECCIÓN DE CONCIENCIA

Negarse a cumplir el servicio militar en Europa

JOSEP MARIA TEGIDO MALLART

Cuando en diciembre de 1984 salió publicada en el BOE la ley de Objeción de Conciencia al Servicio Militar se ponía fin a una situación de provisionalidad que partía de la *orden interna* del Ministerio de Defensa dictada por Manuel Gutiérrez Mellado en noviembre de 1977, mediante la cual se concedía "incorporación aplazada" a los que se negaban a cumplir el servicio militar.

Así pues, desde hace tres años nos podemos equiparar, con matices, a un gran número de países que contemplan la objeción de conciencia como un derecho (aunque sea a costa de cruzar un mar de dificultades y trabas).

Posteriormente, y precisamente este año, tanto el Comité de Ministros del Consejo de Europa (recomendación R 878 del 9 de abril de 1987) como la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas (5 de marzo de 1987) tomaban postura sobre el tema. Atrás queda la Resolución Macciocchi, adoptada por el Parlamento Europeo el 7 de febrero de 1983.

Todos estos documentos se expresan en un sentido idéntico: "Que la objeción de conciencia al servicio militar sea declarado como un ejercicio legítimo del derecho a la libertad de pensamiento, la conciencia y la religión reconocido en la Declaración Universal de Derechos Humanos y en el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos".

Incluso la Resolución Macciocchi va más lejos y detalla aspectos como que "la duración del servicio alternativo prestado en el marco de una administración u organización no debería exceder

Las resoluciones de diversos organismos internacionales a favor del reconocimiento y regulación de la objeción de conciencia como un derecho legítimo contrastan con la situación en muchos países de Europa, según se analizó en un encuentro de objetores europeos celebrado el pasado agosto en Barchem (Holanda).

el periodo del servicio militar, incluyendo los ejercicios militares organizados después" (artículo 5 de la resolución del 7 de febrero de 1983).

Pues bien: el pasado mes de agosto tuvo lugar en Barchem (Holanda) un encuentro internacional de objetores europeos. Lo que no quiere decir que hubiera gente de toda Europa. Hay países donde a los jóvenes no se les hace pasar por esa experiencia de esclavitud delimitada que se llama servicio militar obligatorio (Reino Unido, Irlanda, Islandia...). Y también nos encontramos con países con una represión extremada contra todo lo que representa la objeción de conciencia y que deja sin oportunidad cualquier intento de organización de objetores. Esto ocurre principalmente en algunos países del Este, pero también en lugares como Turquía o Suiza, sin ir más lejos.

Las circunstancias locales pueden ayudar a entender el elevado militarismo que sufren muchos de estos países. Y las conse-

cuencias lo confirman: Michalis Maragakis, objetor griego, fue condenado el 25 de junio a cuatro años de prisión. Spiros Psichas, compañero suyo y que asistió al encuentro y definió a su país como en un estado de guerra no declarado con Turquía, sigue sus pasos y cualquier día puede ser encerrado.

Situación en el Este

Así podríamos continuar dando detalles de los informes de los delegados de Yugoslavia y Polonia que asistieron a Barchem y que nos pusieron al día de la situación en los países del Este. A excepción del caso de la República Democrática Alemana, en ningún otro país está reconocido legalmente el derecho a la objeción, aunque hay muchos casos donde están previstos trabajos alternativos sin utilizar armamento, fuera o dentro del Ejército, para los que aleguen motivos de conciencia para cumplir el servicio militar. Normalmente

sólo se aceptan argumentos de tipo religioso, con lo que las explicaciones políticas están de más.

Pero a pesar del mayor o menor grado de permisibilidad, su situación se encuentra muy lejos de la de los países occidentales, donde la legislación se remonta en algunos casos al final de la I Guerra Mundial.

La representación mayoritaria en el encuentro correspondía precisamente a estos últimos países, en los que, a pesar de ser la objeción un derecho reconocido, en ninguno se ciñen a las recomendaciones del Parlamento Europeo, como la del artículo 5, que se cita más arriba.

Como consecuencia de esto, por el carácter punitivo de las leyes de objeción de conciencia, cada vez son más los objetores que se niegan a cumplir los servicios sustitutorios. Con lo que se inician juicios y se encierra a los llamados *insumisos*. Ejemplos como el de Francia, donde en estos momentos hay 500 afectados por negarse a cumplir el servicio

civil; o el de Noruega, donde se cumplen penas de 16 meses por este motivo, son un botón de muestra de la situación en los países donde se acepta la negativa a cumplir el servicio militar mientras no se cuestione el elemento fundamental: el derecho por parte del Estado de disponer de sus ciudadanos en la forma y manera que considere más oportuna, el llamado reclutamiento obligatorio. Precisamente el objetivo contra el que luchamos todas las organizaciones de objetores y antimilitaristas que nos encontramos en Holanda.

Los miembros del Movimiento de Objeción de Conciencia (MOC) de Cataluña y del País Vasco que asistimos pudimos comprobar el notable interés que despierta nuestra situación: una ley paralizada y pendiente de un recurso ante el Tribunal Constitucional y el 95% de objetores que formalmente se niegan a cumplir el servicio civil que intentan imponernos es una situación única que nunca se había dado antes en otros países y que puede abrir unas expectativas de lucha en contra del reclutamiento obligatorio y elevar el número de *insumisos* en toda Europa.

De momento estamos esperando que tanto el Tribunal Constitucional como el Gobierno clarifiquen la situación y pongan en marcha (o lo intenten) los servicios civiles. Pero, por favor, que se den prisa, que a algunos nos va a coger la edad de jubilación militar.

Josep Maria Tegido Mallart es miembro del Moviment d'Objecció de Consciència de Catalunya (MOC).

UNA JURISPRUDENCIA CONFLICTIVA

*La objeción de conciencia,
ante el Tribunal Constitucional*

JUAN-RAMÓN CAPELLA

El debate permanente sobre la objeción de conciencia ha alcanzado una nueva dimensión con las recientes decisiones del Tribunal Constitucional. Estas decisiones suponen un giro radical en torno a este polémico asunto, que deja de tener una jurisprudencia uniforme. El autor analiza la trascendencia de este giro.

Las sentencias del Tribunal Constitucional que deciden las cuestiones de inconstitucionalidad planteadas por la Audiencia Nacional y el Defensor del Pueblo, respecto de la ley de Objeción de Conciencia de 1984, están llamadas a ser objeto de amplio debate. Pues el Tribunal Constitucional efectúa en ellas un giro, el primero de importancia, por referirse a derechos fundamentales, en una jurisprudencia hasta ahora uniforme.

En nuestra historia constitucional no hay experiencia de giros como éste. Plantea el problema, bien conocido por los juristas norteamericanos, de que no podemos suponer que la Constitución sea siempre lo que el Tribunal Constitucional dice que es.

Sentencias anteriores

No es ésta la primera vez que el TC se ocupa de la objeción de conciencia. En su sentencia 53, del 11 de abril de 1985, la había caracterizado como sigue: "La objeción de conciencia forma parte del contenido del derecho fundamental a la libertad ideológica y religiosa contenido en el artículo 16.1 de la Constitución"; y, ante los recurrentes antiabortistas de entonces, defendía que el derecho a objetar en conciencia existe y puede ser ejercido con independencia de que se halle regulado o no: "La Constitución es directamente aplicable, especialmente en materia de derechos fundamentales".

En la misma línea, la anterior sentencia 15/82, de 23 de abril, invocada por uno de los árbitros discrepantes en su voto particular, señalaba que "la objeción de conciencia constituye una especificación de la libertad de conciencia, la cual supone no sólo el derecho a formar libremente la

conciencia, sino también a obrar de modo conforme con los imperativos de la misma". La sentencia que decide el recurso del Defensor del Pueblo quiebra la línea jurisprudencial expuesta: la objeción de conciencia ya no se trata como parte del contenido de un derecho fundamental. Se acuña para ella una nueva clase conceptual unimembre: es un "derecho constitucional autónomo, pero no fundamental".

La lógica de este artefacto conceptual, el "derecho constitucional autónomo no fundamental", válida la reglamentación de la objeción de conciencia por ley ordinaria, y no por ley orgánica, como corresponde a la regulación del ejercicio del contenido de derechos fundamentales. Con la nueva categoría se hace compatible ese carácter ordinario de la ley infraconstitucional con el recurso de amparo explícitamente reconocido por la Constitución a los objetores de conciencia. La reducción a derecho autónomo no fundamental, a su vez, ensancha el ámbito de la discrecionalidad legislativa y gubernamental de su regulación.

Para cimentar la "no fundamentalidad" del "derecho constitucional autónomo", el alto tribunal ha echado mano de materiales constitucionales que no había que tocar, como se verá. Pues este uso amplía, paradójicamente, el contenido de lo objetado e implica la reserva a la reforma constitucional de materias hasta ahora al alcance del legislador ordinario.

La argumentación de inconstitucionalidad se centraba, como cuestión de fondo, en el carácter disuasorio de la objeción de conciencia que tiene la regulación subconstitucional. Disuasión instrumentada en la ley mediante la denegación al objetor del dere-

cho a la privacidad de su conciencia ante terceras personas y organismos, mediante la mayor penosidad del servicio social sustitutorio que el militar objetado, y mediante la suspensión de derecho a objetar durante el período administrativo la dependencia militar, principalmente.

Argumento válido

En una época de armamento nuclear, químico y biológico, la objeción a la resolución de conflictos mediante la violencia es un bien altamente estimable por cualquier comunidad. Cuando no existe ya la guerra justa es poco defendible el deber de servir a sus instrumentos. La ponderación doctrinal se confunde, como si sobre la balanza gravitara un viejo sable obsoleto.

Como señala Dworkin, si la ley es dudosa, el ciudadano puede seguir su propio juicio después de una decisión en contrario de la suprema instancia competente. Las previsibles resistencias y desobediencias civiles a la ley de objeción nos obligan a todos a dar un paso más en la reflexión sobre la democracia. A recordar que los delitos de unos pocos de ayer son hoy los derechos de todos, y que los infractores minoritarios de hoy portan en su moralidad los derechos de mañana. No hay democracia acabada. Por ello todos, ciudadanos y servidores del Estado, han de descubrir formas, también jurídicas, que permitan un trato respetuoso de la disidencia.

Juan-Ramón Capella es catedrático de Filosofía del Derecho, Moral y Política de la universidad de Barcelona. Firmante también este artículo José-Luis Gordillo y José A. Estévez Araújo, profesores de las mismas disciplinas en dicha universidad.

NEW SOLOMON GUIDELINES FOR RESISTERS OVER 26

While all federal jobs are now closed to nonregistrants, it has been possible under current policy for individuals to choose to register late and qualify for employment. However, since some nonregistrants have now reached the draft-eligible age limit of 26, and Selective Service will not accept registration after that point, special guidelines have now been developed to deal with federal job applicants in this category.

According to a Post Office Bulletin dated Aug. 13, 1987, and proposed changes in regulations under the Job Training Partnership Act (JTPA), the policy will be to automatically disqualify an applicant for federal employment, who does not certify compliance with the draft registration law, unless "he can demonstrate that his failure to register was not knowing or willful" (*National Defense Authorization Act for FY 1987, Conference Report*).

According to the Postal Bulletin, a rejected applicant must be notified of the right to submit a written request for reconsideration within 15 days. He must also explain his reason for failing to register and submit supporting documentation. The burden of proof will be on the individual to show "by a preponderance of evidence" that the failure was neither knowing nor willful. While the new JTPA regulation says that SS must determine whether the failure to register was knowing or willful, the Postal Bulletin merely says that the Post Office "may consult" with SS for advice in making its determination.

The Conference Report says the new policy was added in order not to penalize an individual with an obvious disqualifying handicap, such as total paralysis of the limbs, or an individual who has been honorably discharged from the armed services. People in these categories often fail to register because they assume they cannot be drafted. Though it has not been mentioned by the government, there might also be a number of individuals who can claim their registration failure was due to lack of notification. SS itself has often rationalized its registration media blitzes on the grounds that many don't know they must register.

POLICY PAPER ON DRAFT REGISTRATION

In our last newsletter, we referred to the fact that the Reagan Military Manpower Task Force never recommended a continuation of draft registration as is claimed by Selective Service and others. Recently, Doug Bandow, who was on the Task Force, wrote a paper titled, "Draft Registration: It's Time to Repeal Carter's Final Legacy." In it, he methodically attacks various reasons given for maintaining a pre-mobilization registration program, including the claim that it is necessary for national security.

Copies of the 31-page paper are available for \$2 from *Policy Analysis*, CATO Institute, 225 Second St. SE, Washington, DC 20003 (ask for *Policy Analysis* Number 86).

**San Diego County
Draft Resisters Defense Fund
P.O. Box 33544
San Diego, CA 92103**



United States of America

NO SENTENCE CHANGE FOR GILLAM KERLEY

The appeal process continues for Gillam Kerley, who recently began serving a three-year prison sentence at Leavenworth's honor camp for refusal to register. Gillam's motion for bail pending appeal has been denied (see last *DRDF Newsletter*) by the appellate court, and the appeal of his conviction and sentence is pending before that court.

Most recently, the trial judge who sentenced Gillam denied a motion to modify his sentence. That motion had argued that Gillam's sentence of three years in prison and a \$10,000 fine was too harsh; it is longer than any other sentence given a draft resister during the 1980's, and is harsher than a great many sentences given during the Vietnam era. Gillam's attorney, Lawyers Guild member Peter Goldberger of Phila., has filed an appeal of that denial, and the appellate court has agreed to expedite the handling of that appeal. It is expected that arguments on the appeal of the denial of this motion, and the underlying appeal of the conviction and sentence, will be heard on Nov. 9th.

To help the campaign for Gillam's release, write and ask Amnesty International to adopt him as a "prisoner of conscience." Amnesty International, 1 Easton St., London WC1X 8DJ, Great Britain. Also, send letters to: Gillam Kerley, 01988090, D1, LVC, P.O. Box 1000, Leavenworth, KS 66048.

LEGISLATIVE UPDATE

Hearings have not been scheduled yet on any of the numerous draft-related bills in Congress. Sen. John Glen will decide whether hearings on national service proposals will be held by the Senate Armed Services Committee's Subcommittee on Manpower and Personnel (write to subcommittee staffer Fred Pang if you wish to testify or submit written testimony: Senate Office Bldg., Washington, DC 20510. Because of the current heavy work load, hearings may be put off until next year.

The Democratic Leadership Council, a group of moderate-to-conservative office-holders and party activists, is putting together a bill incorporating various elements of other national service proposals. Their bill may include a requirement of service in order to receive any federal student aid grants; student loans would not require service.

Some proponents of national service are trying to come up with a "moderate" proposal that would gain bipartisan support and lay a foundation for eventual acceptance of national service. However, a possible outcome could be that a military draft would result as a compromise short of national service.

Collection Number: AG1977

END CONSCRIPTION CAMPAIGN (ECC)

PUBLISHER:

Publisher:- Historical Papers Research Archive

Location:- Johannesburg

©2013

LEGAL NOTICES:

Copyright Notice: All materials on the Historical Papers website are protected by South African copyright law and may not be reproduced, distributed, transmitted, displayed, or otherwise published in any format, without the prior written permission of the copyright owner.

Disclaimer and Terms of Use: Provided that you maintain all copyright and other notices contained therein, you may download material (one machine readable copy and one print copy per page) for your personal and/or educational non-commercial use only.

People using these records relating to the archives of Historical Papers, The Library, University of the Witwatersrand, Johannesburg, are reminded that such records sometimes contain material which is uncorroborated, inaccurate, distorted or untrue. While these digital records are true facsimiles of paper documents and the information contained herein is obtained from sources believed to be accurate and reliable, Historical Papers, University of the Witwatersrand has not independently verified their content. Consequently, the University is not responsible for any errors or omissions and excludes any and all liability for any errors in or omissions from the information on the website or any related information on third party websites accessible from this website.

This document is part of a collection held at the Historical Papers Research Archive at The University of the Witwatersrand, Johannesburg, South Africa.